



PROJET POLITIQUE

DU MRJC

2022 - 2029

**AGITER LE RURAL ET
TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ**

SOMMAIRE

4 FONDEMENTS DU MRJC

9 INTRODUCTION PROJET POLITIQUE

10 AXE 1 : NOTRE RAPPORT AU MONDE

10 PARTIE 1 : Écologie à travers notre rapport au monde vivant

14 PARTIE 2 : Écologie à travers notre lien aux autres

17 PARTIE 3 : Écologie à travers le rapport à soi

20 AXE 2 : FAIRE SOCIÉTÉ

20 PARTIE 1 : Prendre part à la construction de la démocratie

22 PARTIE 2 : Repenser une société organisée par les concerné-es

25 PARTIE 3 : Vivre ensemble sur les territoires ruraux

29 AXE 3 : CONSTRUIRE UN POUVOIR D'AGIR
POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

29 PARTIE 1 : L'engagement au centre de la société

31 PARTIE 2 : Être un mouvement d'Education Populaire

34 PARTIE 3 : Agir pour atteindre l'émancipation individuelle
et collective

36 GLOSSAIRE

RAPPORT

DES ORIENTATIONS

2022-2029

Adopté par l'Assemblée Générale Nationale
d'Orientations du 2 juillet 2022

Depuis plusieurs décennies, nous, jeunes du MRJC revoyons notre projet associatif à échéances régulières pour actualiser, re-questionner et réaffirmer la direction donnée à nos actions. Quel regard portons-nous sur le monde ? A quel projet de société souhaitons-nous contribuer ? Comment l'incarbons-nous ? Les réponses à ces questions sont des ponts entre notre raison d'être et le monde au sein duquel nous évoluons. Nous nous sommes donné trois ans de construction collective, mobilisant l'ensemble des équipes locales du MRJC et une coordination nationale. Par ce nouveau rapport d'orientations, nous affirmons notre engagement à construire une société plus juste et démocratique qui permette l'émancipation et l'épanouissement des personnes.



FONDEMENTS

DU MRJC



Plus de 90 ans d'histoire. C'est le bagage que nous portons en 2022, un bagage plein de vécu, d'action, de conviction. Nous sommes les héritier-e-s d'une longue chaîne de militant-e-s **humanistes** et chrétien-ne-s. Nous sommes les héritier-e-s de mouvements, notamment d'**Action catholique** et d'**Education populaire**, qui ont permis à de nombreux-ses jeunes du monde agricole et **rural** de s'engager, s'émanciper et développer un regard critique et ouvert sur le monde. Parler aujourd'hui de nos fondements, c'est affirmer ce dans quoi nous nous ancrons !

Notre identité prend racine dans les territoires ruraux, un terreau singulier et riche. Riche de son humanité, riche de ses activités, riche de ses liens avec le vivant. Cette intuition de 1929 de porter un projet en tant que Jeunesses rurales « pour que la Terre ne meure pas » infuse encore aujourd'hui. Elle a fait son chemin à travers les différentes générations de jeunes militant-e-s, et nous portons encore pleinement une ruralité active, dans un rapport au vivant bâti sur le respect et l'interdépendance. Être un mouvement de jeunes ruraux, c'est vivre les campagnes comme des territoires de possibles, s'autoriser à en comprendre les enjeux, à s'y attacher, à les aimer et à les animer.

Vieux mouvement de jeunes, nous nous construisons en confiance pour pouvoir nous affirmer sans avoir peur d'être jugé-es, censuré-es ou rabaissé-es à notre condition de jeunes. Nous ne souhaitons pas être perçu-es uniquement comme des « adultes en devenir ». Être un mouvement organisé par des jeunes pour des jeunes, c'est refuser de se faire voler notre voix. Nous revendiquons cette forme de **non-mixité** d'âge. Elle nous permet de fabriquer librement notre parole et action, et de les porter ensuite dans des échanges intergénérationnels.

Croire c'est s'engager, et s'engager c'est croire. Nous sommes un mouvement chrétien et laïc, deux dimensions complémentaires. Être un **mouvement laïc**, c'est garantir à chacun-e de vivre sa spiritualité et que celle-ci soit respectée. Être un mouvement chrétien, c'est puiser l'énergie et le sens de l'action dans nos convictions personnelles et collectives. En tant que chrétien-ne-s et non-chrétien-ne-s nous partageons ensemble nos envies d'agir et nous défendons une Eglise impliquée dans la société. Être un mouvement d'Eglise, c'est s'inscrire dans des réseaux et une histoire mais aussi porter haut la **foi** dans l'humain et dans la nécessité de son **développement intégral**.

Carrefour entre de nombreux espaces et diverses personnes, nous sommes un mouvement de jeunes, habitant-e-s du monde rural ou non, chrétien-ne-s ou non, mais uni-e-s par des convictions communes. Nous affirmons une vision de l'agriculture et du monde rural tout en rassemblant des jeunes de milieux variés. Nous sommes un mouvement porté par des jeunes tout en agissant pour toutes les générations. Nous construisons nos débats à l'interne tout en les portant à l'extérieur et en se nourrissant des autres. Nous prônes les actions collectives tout en prenant en compte les individualités de chacun-e. Nous sommes un mouvement spécialisé et ouvert. Loin des injonctions faites à la jeunesse de respecter le cadre établi, nous faisons le choix de l'action, de l'organisation collective, et osons parler de tout pour prendre à bras le corps des enjeux plus larges que nous. Nous plaçons ainsi l'ensemble de la société devant sa propre responsabilité et assumons ce rôle de poil à gratter.

En partant de là où nous vivons, **nous venons regarder le monde tout en étant pleinement dedans**. Regarder est une étape pour analyser, comprendre, juger et se faire un avis sur ce qui nous entoure. Mais elle ne se suffit pas à elle-même. Nous refusons la résignation, et c'est par l'action collective que nous la combattons. En partant de nos colères, de nos rêves et de nos utopies, nous osons dénoncer, critiquer, proposer, mais nous osons surtout agir ! Nous prenons aussi le temps de **relire** nos vécus, ce qui permet de prendre de la hauteur sur les actions réalisées, car l'action sans réflexion n'a pas de sens et la réflexion sans action est hors-sol. « **Voir, Juger, Agir** » : **nous sommes des militant-e-s en actes œuvrant pour un projet de société humain et solidaire**.

Uni-e-s dans un mouvement d'éducation populaire fait de diversités, nous voulons faire de cette pluralité notre force. Et c'est cette force collective que nous mettons à contribution du monde : une énergie née de tensions créatrices et formatrices qui fondent notre **vivre-ensemble**. Mouvement de contestations et de propositions, nous allions réflexion et action. Nous portons une vision critique et constructive. Nous allions colère et enthousiasme. Dans une société en crise de sens, en crise de **soin**, en crise de joie, nous osons sortir des sentiers battus, remettre en question les logiques et paradigmes qui régissent le monde. Le MRJC est une école de l'engagement. Pépinière d'acteur-ices, nous accompagnons chacun-e à se construire et se former à travers l'action collective. Mouvement d'animateur-ices, le MRJC est un laboratoire d'expérimentations et de **transformation sociale**. Nous voulons oser, trébucher, apprendre et ne pas avoir peur d'agir !

Notre fonctionnement se veut à l'image de ce que nous souhaitons pour la société : nous choisissons de faire mouvement pour faire société ! Nous ouvrons la parole aux concerné-e-s car nous souhaitons proposer un **vivre-ensemble** qui permet à chacun-e d'occuper une juste place, ni dominée, ni dominante. C'est une manière puissante de donner le pouvoir. Conscient-e-s que notre mouvement est lui aussi traversé par des **rappports de domination**, nous tentons d'identifier et de déconstruire les systèmes de privilèges et les **oppressions structurelles** qui infusent partout. C'est dans ce cadre conscient que la joie dans nos luttes, la convivialité dans nos rencontres et le pouvoir collectif dans l'action sont nos meilleures armes pour changer le monde.

Notre conviction profonde, à la source de nos actes, crie que la **dignité humaine** place toujours la personne comme une fin, et jamais comme un simple moyen. Pouvoir répondre à ses besoins fondamentaux, vivre et travailler dans des conditions décentes, développer sa liberté, voir son intégrité respectée et construire un **bien-être** et un **bien-vivre** : ce sont pour nous les conditions d'une vie digne. La dignité n'est pas une mesure individuelle mais bien collective : on ne peut vivre entièrement digne que si les autres vivent aussi dignement. L'ensemble du vivant mérite attention et respect. Pour cela, nous voulons une agriculture respectueuse de la terre et nous défendons une **écologie politique** qui soit sociale et créatrice de liens.

Le combat pour un monde juste, égalitaire et équitable, où chaque personne peut se construire une place où elle est digne, émancipée des systèmes de détermination, libre de tout rapport de domination, se vit au jour le jour et dans tous les espaces. C'est dans le faire et l'être que se façonnent nos actes de résistance du quotidien.

Dans une société qui peine à construire de nouvelles directions, nous, jeunes du MRJC, faisons le choix de participer à l'émergence de multiples initiatives, **pour un monde plus juste, plus vivable et plus accueillant, porteur de sens pour l'humanité.** Quand nous vivons les conséquences de l'indécence de quelques un·e·s sur les équilibres écologiques et sociaux, nous choisissons d'agir localement pour construire de nouvelles voies plus justes. Face aux multiples crises dans lesquelles nous sommes plongé·e·s, nous refusons l'immobilisme et assumons notre responsabilité. **Par le refus de l'inacceptable, nous construisons collectivement un message d'espérance !**





PROJET

POLITIQUE

Le projet politique est la vision que nous portons au MRJC sur le monde, un regard de jeunes, de **ruraux·ales**, de chrétien·nes. Résultat de trois ans de discussions et de débats entre les sections du MRJC, ce texte nous projette vers un idéal que nous porterons les 7 prochaines années. Cet idéal, ce sont des positions politiques claires à porter. Nous avons conscience de qui nous sommes et de nos limites, mais pour autant, nous ne voulons pas limiter nos ambitions pour la société : osons les rêver et les affirmer dans ce texte !

Parce que l'action hors-sol n'est pas dans notre ADN, nos ambitions politiques mêlent notre regard sur le monde actuel avec les transformations auxquelles nous aspirons et appelons. C'est dans les actions que s'illustre au quotidien le projet politique : ainsi se définit le MRJC. Puisque la pensée est profondément forgée par le langage, notre écriture est inclusive et affirmative. Parce que nous voulons porter un projet de société et agir localement, notre projet politique part de l'**écologie**, pour laquelle l'organisation de la société doit être adaptée, permettant de développer le pouvoir d'agir de chacun·e.

C'est pourquoi nous déclinons ce projet en trois axes. C'est d'abord notre rapport au monde qui guide nos actions, cadré par des valeurs écologistes, altruistes et **humanistes**. Nous avons ensuite l'objectif de contribuer à faire du commun et faire société, de façon inclusive, démocratique et ancrée dans les **territoires**. Enfin, nous revendiquons être un mouvement croyant en un pouvoir d'agir fort, visant l'**émancipation** de tous et l'**engagement** dans la société par la **pédagogie** et l'**éducation populaire**.

AXE 1 | NOTRE RAPPORT AU MONDE

Nous définissons l'écologie comme un horizon pour prendre soin du monde, des autres et de soi. Nous défendons une écologie globale comme colonne vertébrale de toute prise de décisions pour l'avenir.

Nous parlons d'écologie politique et sociale. Notre définition est proche de celle de l'écologie intégrale apparaissant dans *Laudato Si'* à laquelle nous trouvons une résonance : l'importance de vivre ensemble et de protéger notre maison commune. C'est aussi une écologie collective, anticapitaliste, décroissante et consciente que les compromis n'ont que trop duré. Il n'y a pas d'écologie honnête sans considération des limites planétaires.

PARTIE 1

ÉCOLOGIE À TRAVERS NOTRE RAPPORT AU MONDE VIVANT

Le système capitaliste à la racine de crises multiples

Nous vivons actuellement une crise incontestable. Souvent décrite comme écologique, cette crise est plurielle, tant environnementale que sociale, économique et politique. Les constats sont indéniables. Les inégalités sont grandissantes. Le dérèglement climatique s'accélère. L'individualisme prime dans les décisions économiques et politiques. Nos associations et leurs fonctionnements sont mis à mal. Les **rapports de domination** altèrent le **vivre-ensemble**. Nous affirmons que les crises sociales et environnementales sont interdépendantes. Elles doivent être prises en compte comme telles.



Le **système capitaliste** est la cause de ces crises. Nous devons le comprendre pour pouvoir lutter contre. En véhiculant une idéologie qui ne voit l'environnement et les êtres humains que comme des ressources pour réaliser du profit, le capitalisme détruit la planète. Les réponses sont insatisfaisantes face à cette destruction. Les problèmes doivent être pris à la racine. Il est nécessaire d'agir à chaque échelle. Les changements radicaux ne viendront pas que d'une **écologie** des petits gestes individuels ou de faibles incitations financières. Le poids du changement ne peut pas être porté seulement par des individus et les conséquences par les plus vulnérables. La course au progrès ou à l'innovation technique n'est pas la solution. La production de biens ne doit pas dépasser les limites des ressources planétaires. Il nous faut ralentir et inscrire l'écologie dans toutes les décisions : à notre échelle de citoyen-ne, à l'échelle associative mais surtout à l'échelle politique et économique. Nous souhaitons une écologie qui soit juste, permettant à chacun-e de vivre dignement, qui protège les plus vulnérables aujourd'hui mais aussi les générations futures.

Le problème est systémique. Il nous faut passer d'une dépendance à un système économique et politique dominant à bout de souffle, à une interdépendance entre des organisations et des individus qui s'apportent collectivement, sans but unique de profit.

Le vivant, un système fait d'interdépendances

En tant qu'humains, nous faisons partie d'un environnement, nous sommes une part du vivant. Se penser en dehors du vivant, c'est ignorer que nous ne sommes pas seulement des spectateur-rices mais des acteur-ices de ce monde. Le vivant est un écosystème où les êtres sont interdépendants et dont nous sommes un élément. La capacité de réflexion et de volonté des êtres humains leur confère une responsabilité envers l'ensemble du vivant. En réaction à une posture de toute-puissance dont on mesure aujourd'hui les impacts dévastateurs, nous avons la responsabilité de minimiser les dégâts et de tenter de les réparer.

Jeunes issu-es de milieux **ruraux**, nous voulons repenser les liens que nous partageons avec ce qui nous entoure. Les milieux ruraux sont trop souvent considérés uniquement comme des ressources ou pour leurs utilités productives. Ils ne doivent pas pour autant être sanctuarisés. Nous ne souhaitons ni d'une nature « mise sous cloche » ni d'une nature exploitée pour ses ressources. Nous sommes des cohabitant-es de la Terre et nous devons prendre en compte cette place pour aménager les territoires où nous vivons.



Cultiver une agroécologie paysanne et solidaire

Nous sommes un mouvement issu du monde agricole. Notre attachement à la terre a plus de 90 ans. Jeunes du MRJC, nous dénonçons le système agricole productiviste qui ne parle que de profit, détruit les paysages, la biodiversité, la santé, épuise les ressources et réduit à néant la vie des agriculteur-ices. Nous ne voulons pas d'une logique de lobbying climaticide qui met en péril la démocratie et l'environnement. Pour vivre de leur métier aujourd'hui, les agriculteur-ices doivent tendre vers l'agrandissement de leurs fermes en surface, en équipements mécanisés et en nombre d'animaux. Cela éloigne les personnes de leurs élevages et de leurs terres.

Nous défendons un modèle agricole permettant la **souveraineté alimentaire** des territoires. Il s'agit d'un modèle agricole où chaque citoyen-ne peut choisir librement son alimentation en quantité et en qualité suffisante. La production agricole sur nos territoires doit être organisée et définie démocratiquement pour répondre à ces besoins alimentaires et sociaux tout en permettant l'**émancipation** de paysans et paysannes, la restauration de la biodiversité, et la création de liens sociaux sur nos territoires. L'**agroécologie** paysanne prend en compte le système alimentaire dans toutes ses dimensions, et pas seulement les moyens de production. Pour sa viabilité, ce système doit être juste pour les personnes et préserver les biens communs que sont l'eau, le sol, l'air, la biodiversité.

En rupture avec le modèle agricole productiviste dominant, nous soutenons l'**agriculture paysanne**. Cette agriculture participe à la sobriété et au respect des personnes comme de la Terre. Elle implique des liens d'interdépendance entre les personnes et leur environnement, et considère l'espace rural comme un espace de vie. Cette agriculture s'ancre sur des territoires qu'elle souhaite diversifiés, vivants, actifs : une terre de liens. C'est une agriculture qui se transmet et qui fait vivre dignement les paysan-nes, ainsi que les acteur-ices locaux-les, commerçant-es et consommateur-ices.

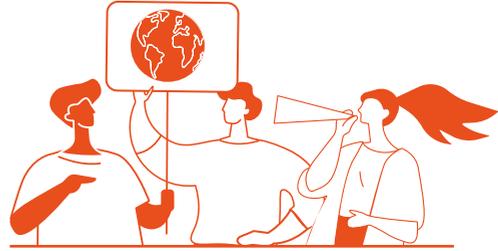
Nous soutenons également une agriculture biologique. Par biologique, loin des modèles industriels, nous ne défendons pas un cahier des charges ou un label mais bien une manière de cultiver la terre et d'élever du vivant en respectant et défendant l'écosystème.

Cette manière de produire doit permettre de réunir les citoyen-nes et les paysan-nes pour définir démocratiquement l'organisation de nos systèmes alimentaires. Nous prôtons un rapprochement entre production et consommation grâce à une organisation politique à tous les échelons, qui permette de garantir démocratiquement la **souveraineté alimentaire** en partant des besoins pour définir nos modes de production. Pour défendre ce modèle de production, il faut de nombreux-ses paysan-nes et des espaces qui les accompagnent dans l'émergence de projets d'installation.

ÉCOLOGIE À TRAVERS

NOTRE LIEN AUX AUTRES

Nous voulons prendre le temps de construire une harmonie collective désirable, où chacun-e trouve une place et où le collectif permet l'émergence de réflexions, de projets et d'actions.



L'égalité comme horizon, l'équité pour y parvenir

L'**égalité** doit constituer un socle commun de vie en société. Face aux inégalités structurelles, l'**équité** vient s'adapter aux ressources et aux besoins de chacun-e. Elle prend en compte les réalités individuelles et constitue un moyen d'atteindre l'égalité. Nous souhaitons une répartition équitable des ressources et des richesses. Nous revendiquons un monde égalitaire face aux lois. Veiller à ce qu'il n'y ait pas de privilèges permet d'éviter la création de **rappports de domination**. L'égalité n'est pas une utopie mais un combat quotidien.

Reconnaître la singularité de chacun-e

Vivre ensemble et agir ensemble nécessite de reconnaître la singularité des personnes qui nous entourent. Cet idéal n'est possible qu'en reconnaissant et en valorisant nos différences et nécessaire des lieux d'accueil et de soutien. Nous voulons considérer les êtres humains comme des « personnes », c'est-à-dire considérer l'être entier, corps et âme. Par ses liens avec d'autres, chacun-e se construit une personnalité propre. La notion de personne donne ainsi une place singulière à tous et toutes, avec des sentiments et expériences qui leur sont propres au sein d'un collectif.



Utiliser le numérique au service du renforcement des liens

Notre lien aux autres est transformé par la numérisation des contacts. Les technologies numériques permettent de répondre à des besoins : un accès à l'information, un moyen de se retrouver et se reconnaître, une ouverture au monde. Afin d'éviter leurs dérives politiques, sociales, psychologiques et environnementales (isolement, inégalité d'accès, harcèlement, dépendance, épuisement des ressources...), elles doivent être limitées à ce qu'elles sont : un outil au service des personnes. Les technologies numériques nous permettent de nous rapprocher de personnes éloignées physiquement mais distendent aussi ces liens par ailleurs. Nous souhaitons que le numérique n'efface pas des relations mais reste une manière de les prolonger.



Lutter contre les dominations multiples et liées

La société dans laquelle nous nous inscrivons et son organisation capitaliste induisent des dominations économiques, sociales, culturelles, etc. dont découlent des inégalités et des discriminations. Identifier et nommer ce qui nous différencie les un-es des autres est un premier pas nécessaire afin de reconnaître les **rapports de domination** et combattre les discriminations traversant l'ensemble de la société : racisme, genre, classe sociale, âge, religion, handicap, orientation sexuelle. La notion d'**intersectionnalité** définit ce carrefour primordial entre les luttes. Faisant nous-même partie de la société, nous cherchons au MRJC à conscientiser les différents rapports de domination que nous reproduisons au sein de notre mouvement. Prendre conscience est une première étape pour agir. Agir en interne sur ces dominations nous donne la possibilité de les questionner ailleurs et d'apporter des solutions pour les combattre.

Cet effort de conscientisation implique une posture d'écoute et d'humilité envers les personnes qui subissent des oppressions. A titre individuel et en tant que mouvement, nous voulons soutenir des luttes et prendre une posture d'**allié-es** pour des combats par lesquels nous ne sommes pas touché-es, ou de façon indirecte.



ÉCOLOGIE À TRAVERS LE RAPPORT À SOI



Se dépêcher de ralentir, c'est politique !

Questionner notre rapport au temps, c'est envisager la possibilité de ralentir dans un monde qui y laisse peu de place. Nous souhaitons un ralentissement choisi, et non subi comme lors des périodes de confinement. Ralentir, c'est sortir d'un rythme effréné imposé pour se ré-appropriier le temps et accueillir l'imprévisible. Nous sommes conscient-es que le monde est en train d'atteindre ses limites et qu'il faut penser un mode de vie plus sobre à l'échelle de la société. Nous défendons la sobriété comme un retour à une vie moins matérialiste, étroitement liée à d'autres, à prendre le temps de s'écouter et de regarder le monde autour de soi. Alors que certain-es la subissent, la transition vers la sobriété nécessite une juste répartition des efforts. La sobriété se fait collectivement en luttant contre la société de consommation.

Nous n'avons pas besoin de tout maîtriser ni de tout avoir. Nous appelons à porter un regard éthique et politique sur les sciences et techniques, en particulier sur leur développement démesuré. Les différents types de savoir doivent se croiser pour un dialogue permanent et constructif.

Se respecter, c'est être en accord avec ses convictions et ses croyances

Nous croyons que le **bien-être** n'est possible que lorsque nous avons la capacité d'être en accord avec nos convictions et nos croyances. Chacun-e doit pouvoir chercher à comprendre qui il-elle est, dans son intégrité physique et sa dimension **spirituelle**. Toute personne a sa valeur et un droit d'exister, même hors de normes existantes qui sont à déconstruire.

Pour cela, il est nécessaire de vivre dignement, d'avoir du temps et les conditions matérielles pour penser nos choix. Au MRJC, nous défendons qu'il est primordial d'avoir les moyens de se questionner sur notre rapport au temps, au travail, aux loisirs, à la consommation et à l'avenir. Affir-

mer cela, c'est se placer en opposition à un modèle sociétal qui nous fait perdre les moyens temporels et matériels de s'y pencher.

Nous désirons que chacun, chacune puisse vivre son intériorité, sa **foi**, sa **spiritualité**. Se relier à quelque chose de plus grand que soi, à quelque chose qui dépasse sa personne, est constitutif de la personne humaine. Certain-es y mettent une dimension religieuse, certain-es une autre dimension spirituelle. Pour nous, la foi est une source d'énergie et de sens dans nos **engagements**. Issu du Catholicisme social, le MRJC accompagne les jeunes à vivre des valeurs chrétiennes. La foi nous permet de rattacher nos actions et intuitions à une histoire et à des valeurs d'amour de soi et d'autrui. Cette visée d'amour universel est un moteur qui guide concrètement nos actions en les tournant vers l'écoute et la paix. La spiritualité et l'action se répondent : tandis que l'action humanise, la relire permet de la faire résonner en soi.

Raisonner le déploiement de la technique

Poussé à son extrême, l'innovation et les progrès technologiques peuvent amener à une perte des savoir-faire humains et portent le risque de nous aliéner. Ils sont le symptôme d'une accélération considérable de notre rapport au temps et à la vie. Notre rapport à la technique et aux technologies nous renvoie à la manière dont nous voulons vivre notre humanité. Éloigné-es des enjeux de robotisation et d'automatisation, nous prôtons une souveraineté technologique permettant une innovation collaborative. Les low-techs en sont une forme de réponse, car elles sont facilement appropriables, durables, consomment peu de ressources et répondent à des besoins réels. Toute innovation n'est pas nécessairement bonne, en particulier si elle affecte le **bien-être** des personnes. Le développement des technologies à tout prix correspond à une fuite en avant techniciste, où chaque solution comporte des problèmes futurs.

La multiplication des techniques et des technologies modifie notre présence au monde. Elles apportent des progrès et des risques de dérive. Toute innovation doit être prise avec un œil critique et pensée démocratiquement avant sa généralisation. Nous souhaitons un développement technique raisonné qui accompagne la transition vers une vie sociétale sobre et durable.

Se développer dans son lien aux autres

La construction de soi n'est jamais seulement individuelle. Elle passe nécessairement par le lien aux autres. C'est en échangeant ce que nous vivons et en partageant des expériences avec autrui que nous nous construisons. Prendre **soin** de soi passe par la participation au **bien-être** des autres. Nous voulons être à l'écoute de chacun-e, de soi, des personnes qui nous entourent autant que du monde vivant. Donner de la valeur à cette notion de « soin », est une manière de mettre en avant l'importance des liens affectifs et sociaux qui nous lient les un-es aux autres.

Viser une **écologie** politique et sociale à toutes les échelles, c'est transformer les menaces en promesses. Pour qu'un monde plus viable et solidaire soit possible, il faut des volontés politiques radicales dès aujourd'hui. La société se doit d'être organisée en conséquence.



PARTIE 1

PRENDRE PART

À LA CONSTRUCTION
DE LA DÉMOCRATIE



Redonner la capacité à chacun-e de s'informer et de comprendre les institutions, pour prendre part aux décisions, est un enjeu primordial. Nous devons créer des espaces pour faire vivre une citoyenneté incluant tou·tes celles et ceux qui prennent part à la vie du pays. Dès lors qu'il y a du collectif, il y a du politique.

Déléguer le pouvoir et les prises de décision par la représentation

Notre démocratie repose sur un système représentatif pour cadrer notre fonctionnement collectif. Des citoyen·nes élisent d'autres citoyen·nes pour les représenter, débattre et prendre des décisions. Au-delà de ce sens pratique, déléguer son pouvoir est un acte de confiance. Le rôle des élu·es est d'agir pour l'intérêt commun, dans une visée de construction d'une vie collective favorisant le **vivre-ensemble**. Ils et elles ont une responsabilité de partage et de transmission de ce pouvoir. Des dérives comme la personnalisation, la professionnalisation et l'homogénéisation sociologique des élu·es sont à prévenir par l'encadrement des mandats.

Développer la participation citoyenne

Aujourd'hui, la distance entre la population et l'ensemble de ses représentant·es s'accroît. Nous affirmons que la démocratie ne se vit pas uniquement par le vote. Elle se vit aussi par l'action et le débat. En effet, pour prendre des décisions ancrées dans la réalité, la représentation ne fonctionne qu'en s'appuyant sur la participation de tou·tes les concerné·es.

La représentation et la participation sont complémentaires. Des temps longs proposés pour la participation sont nécessaires pour que la délégation à des élu·es fonctionne, que la contribution des citoyen·nes à la démocratie reste forte et que les participant·es se sentent écouté·es, sans instrumentalisation de leur parole. Cette participation ne doit pas se cantonner aux espaces institutionnalisés. Pour qu'une place soit faite à chacun·e pour prendre part à la vie de la société, une reconnaissance de la démocratie qui se vit en dehors des institutions est indispensable.

Pour une démocratie saine et féconde, la société doit expérimenter et se questionner régulièrement. Prendre le temps des débats permet de bien vivre les dissensus, d'arriver à des consensus et parfois faire des compromis.

Se renouveler par des espaces d'expérimentation collectifs

Notre démocratie doit se nourrir de ce que la diversité qui la compose permet de faire émerger. Parmi les **corps intermédiaires**, les associations sont des espaces collectifs qui rendent acteur·ices. Ce sont des espaces qui permettent les avis pluriels en créant du débat et des échanges. A contre-courant du glissement sécuritaire actuel, nous pensons ces collectifs comme des espaces démocratiques riches et complémentaires aux espaces institutionnels. Le MRJC est un espace d'expérimentation pour tester différentes manières de faire collectif. Nous voulons repenser les espaces de décision et de démocratie, les questionner pour les améliorer.



REPENSER UNE SOCIÉTÉ

ORGANISÉE

PAR LES CONCERNÉ·ES



**Pour une autre mondialisation,
penser les échelons
en complémentarité**

Nous vivons en société, un ensemble d'individus tous différents qui s'organisent pour vivre ensemble autour de règles et de cadres communs portés par des institutions économiques, politiques et juridiques.

La société dans laquelle nous vivons est interconnectée et mondialisée. Riche par les rencontres et les échanges qu'elle permet, la mondialisation s'avère dangereuse quand elle est dictée par le libéralisme économique et le profit d'un petit nombre. Le capitalisme mondialisé impose des logiques de compétition qui s'immiscent dans toutes les sphères de la société. Nous luttons contre cette société du mérite. Nous refusons une société où la réussite sociale renvoie à la performance, à la seule capacité d'adaptation de chacun·e, et fait peser sur les épaules des individus des responsabilités démesurées.

Nous déplorons que la société mondialisée concentre les pouvoirs et les espaces de décision, créant une perte d'autonomie du local. Les citoyen·nes n'ont pas de prise sur les décisions économiques et politiques qui ont pourtant des conséquences directes sur leur quotidien. Au MRJC, nous voulons être acteurs et actrices des **territoires** sur lesquels nous vivons. Nous pensons que la participation à la société par les concerné·es se fait d'abord localement. Les spécificités de chaque espace enrichissent les discussions collectives. Il est nécessaire que les décisions sur les politiques alimentaires, financières et démocratiques soient discutées à l'échelle des territoires de vie. Les différents échelons sont complémentaires. La relocalisation des décisions met en avant le principe de subsidiarité où chaque question se traite par l'échelon compétent le plus proche des concerné·es.



Renforcer les liens entre institutions et société civile organisée

Nous défendons l'existence d'institutions qui facilitent l'organisation collective de la vie en société. Il faut que les institutions qui organisent la société fassent confiance aux citoyen·nes, comme elles veulent avoir confiance en elles. Les espaces pour questionner les institutions sont donc nécessaires pour qu'elles évoluent avec celles et ceux qui la font. Le MRJC souhaite prendre part aux espaces de discussion et de décision pour porter une parole en tant qu'association de jeunes et d'**éducation populaire**.

La société civile organisée se définit dans la diversité des **corps intermédiaires** qui la composent. Ils font le lien entre les citoyen·nes et les institutions, et en ce sens, ils jouent un rôle de médiation et de contre-pouvoir face à des décisions prises dans les institutions. Les associations en sont une large composante. Elles sont l'héritage de luttes pour la liberté de s'associer en vue d'une action collective non lucrative, qui se sont concrétisées par la loi 1901. Elles ne peuvent assurer leur rôle qu'en étant libres de leurs actions.

Le système actuel de mise en concurrence limite les ambitions et met en danger les libertés des associations, notamment celles de l'**éducation populaire**. La pression forte sur les finances et les contraintes juridiques qui s'accroissent pèsent sur les bénévoles associatif·ves et mettent en concurrence les associations. Nous défendons un système de financement associatif qui permette aux personnes de vivre des expériences d'**engagement**, collectives et démocratiques. Garantir les libertés associatives, c'est permettre l'expression des avis divergents.

A contre-courant des dérives actuelles, l'Economie Sociale et Solidaire, de par ses trois principes directeurs (démocratie, non-lucrativité et intérêt général), est un outil pour lutter sur le champ économique contre les dérives capitalistes. Les associations appliquant ces principes agissent pour l'intérêt général et contribuent à la vie démocratique.

En tant que jeunes, nous ne nous sentons pas écouté·es ni représenté·es par les institutions de notre société. Pour être réellement écouté·es, nous devons être acteur·ices des politiques qui nous concernent : c'est à nous de les construire conjointement pour répondre au plus près à nos besoins. Comme toute partie de la population, la participation des jeunes ne doit toutefois pas se cantonner aux sujets qui « concernent les jeunes ».

Nous souhaitons une politique plus volontariste pour l'intégration des jeunes dans les institutions.

Participer à une Église sociale et diverse

Nous souhaitons une **Église** ouverte et accueillante comme institution et communauté. Nous voyons une Église qui évolue lentement et qui reste dans un fonctionnement hiérarchique, cléricale, patriarcal et donc excluante. Mouvement d'Église, nous voulons créer des espaces de débat en son sein et être force de propositions. Elle doit pouvoir développer ses propositions sociales et porter le changement pour aller vers une Église qui ressemble à la société dans sa diversité : une Église qui fasse le choix d'une conversation avec le monde. Nous ne voulons pas proposer une version figée de ce que doit être l'Église et l'imposer aux autres. Le MRJC est un mouvement d'Église qui participe à la pluralité des manières de vivre la foi. Nous souhaitons être en dialogue au sein d'une Église **synodale** qui avance vers un monde meilleur. Nous voulons qu'elle s'ouvre à notre manière de faire vivre l'**égalité**, qu'elle respecte celles-eux qui croient et celles-eux qui ne croient pas, qu'elle transforme sa gouvernance vers plus de pluralité et qu'elle accueille les différentes conceptions de couple, de genre et de sexualité. Nous sommes prêt-es à contribuer à ce changement avec notre parole de jeunes de milieu **rural**.



VIVRE ENSEMBLE

SUR LES TERRITOIRES

RURAUX



Des territoires ruraux multiples et valorisés

Un **territoire** est un concept subjectif : il est défini par le groupe qui s'identifie comme étant "du territoire" à travers des liens affectifs et géographiques. Les territoires **ruraux** sont multiples par leurs paysages, leurs activités et leurs populations. Quand on parle de rural, on nomme donc une diversité de réalités qui ont en commun leur faible densité de population.

Ces espaces sont inégalement pourvus en services de mobilité, de santé, de culture et d'emploi. Face à une concentration des infrastructures et des services au sein de pôles urbains majeurs, nous en appelons à dépasser le dogme de la métropolisation. Sans chercher à opposer le rural et l'urbain, nous en voyons des réalités qui diffèrent et présentent une complémentarité. Pour autant, l'organisation de notre société les oppose, avec une centralisation des pouvoirs et services en ville et un aménagement du rural pensé à l'image des métropoles. Nous voulons que les enjeux des territoires ruraux ne soient pas mis à la marge, qu'il y ait une réelle **égalité** des territoires pour un épanouissement de tou-ttes, indépendamment de son ou ses lieux de vie.

Les bassins de vie sont en mutation : le monde rural connaît un regain croissant d'attractivité, les déplacements pendulaires ne sont pas pérennes dans un monde en crise énergétique. Ces transformations ne sont pas sans influence sur le dynamisme des territoires ruraux. Nous appelons à une meilleure répartition des services et des biens sur l'ensemble des territoires.

Les habitant-es y sont invisibilisé-es, ce qui fait parfois des territoires ruraux des milieux de grande précarité. Au MRJC nous savons que les territoires ruraux sont riches en initiatives, en cultures, en traditions et en échanges. Nous revendiquons des politiques publiques qui prennent en compte ces espaces.



Vivre, travailler et décider en milieu rural

Les **territoires ruraux** sont trop souvent vus comme des lieux de repos, de ressources ou des possibilités d'habitations bon marché. Cette vision est très limitée. En tant que jeunes du MRJC, nous aspirons à vivre ensemble sur ces territoires qui sont fertiles, et complémentaires avec les espaces urbains. Ce sont des lieux dans lesquels nous voulons vivre, nous déplacer, nous divertir, décider et travailler dans des conditions décentes.

La mobilité au sein des territoires ruraux est un défi. Le manque de mobilité accélère la fracture sociale pour les jeunes et aggrave les inégalités face à l'accès à l'emploi, à la culture, à l'**engagement** associatif... C'est pourquoi nous revendiquons une mobilité sociale et solidaire prenant en compte les enjeux écologiques auxquels nous faisons face, sans pour autant tomber dans une forme d'injonction à la mobilité.

Le travail a une valeur économique et sociale centrale. Il comporte autant une utilité sociale qu'il est un lieu de sociabilité entre habitant·es d'un même territoire rural. Pouvoir travailler au pays, c'est renforcer son ancrage dans le territoire. Travailler sur le territoire, c'est une manière de s'y engager. Maintenir et développer des emplois en milieu rural, c'est cultiver la vie des territoires.

Les habitant·es des territoires **ruraux** doivent pouvoir être actif·ves par le biais d'organisations, d'espaces de décision politique ou d'activité professionnelle. Nous soutenons et encourageons les initiatives collectives et citoyennes autour de projets d'associations, de structures ou d'événements culturels favorisant le lien social, l'entraide, la co-construction, et d'une manière générale le **vivre-ensemble**.

Développons des lieux dédiés au vivre-ensemble et à l'organisation collective ! Nous avons besoin de lieux physiques pour se retrouver : lieux d'expérimentation, de réflexion, de découverte et de fête. Nous espérons une diversité de lieux dans les territoires ruraux, portés par des collectifs d'associations et d'acteurs locaux. Le MRJC porte la co-construction de tiers-lieux sur ses territoires que l'on appelle Fabriques du monde rural.



Construire des projets adaptés aux territoires

Certaines grandes entreprises voient les **territoires ruraux** comme des lieux d'exploitation de ressources sous prétexte de demandes nationales ou internationales. Nous refusons les projets plaqués sur ces espaces qui passent sous silence la vie déjà existante. Nous différencions les projets construits en milieu rural qui participent à son développement et les constructions de grands projets inutiles qui détruisent les paysages et cherchent d'abord le profit. Face à ces entreprises puissantes, des actions

de résistance émergent. Ce sont des espaces d'**engagement** et de **militantisme** que le MRJC soutient. Ces luttes défendent la **dignité humaine**, la protection de notre environnement et la préservation des territoires ruraux et de leurs habitant-es.

S'ouvrir sur le monde qui nous entoure est une source pour cultiver nos idées. Les échanges européens et internationaux permettent de prendre conscience que nous pouvons avoir, même à des distances plus ou moins éloignées, les mêmes problèmes, et de trouver ensemble des solutions et porter une parole commune sur des thématiques identiques pour relier les enjeux locaux et globaux.



Des territoires ruraux ouverts pour y passer, s'y arrêter et s'y installer

Chaque **territoire rural** a son identité, sa singularité et ses propres traditions. Nous voulons un monde rural qui soit une terre d'accueil, qui permette une cohabitation intergénérationnelle, ouvert à celles et ceux qui souhaitent y passer, s'y arrêter et s'y installer. C'est par l'ouverture d'esprit, le dialogue et les débats que nous pourrions construire un monde de paix et de solidarité. Cela nécessite d'aller vers les autres avec toute la complexité que cela induit. Nous devons vivre ensemble avec nos diversités qui sont des forces pour agir localement. Les lieux d'écoute et d'accompagnement des jeunes sont nécessaires sur un territoire, en particulier des espaces entre jeunes pour se sentir moins seul-es et sensibiliser aux enjeux politiques d'inclusivité.

Nous souhaitons que les territoires ruraux soient des terres d'accueil à tou-tes les nouveaux-elles arrivant-es. Les conséquences climatiques s'annoncent catastrophiques pour les siècles à venir. Des territoires vont devenir inhabitables, faisant naître des conflits et poussant des milliers de personnes à quitter leur pays. Dans ce contexte géopolitique mondial déjà en marche, nous affirmons un accueil inconditionnel des personnes **exilées** dans des conditions dignes. Les territoires ruraux ont une place forte dans cet accueil. Au MRJC, nous affirmons que ce sont des espaces de vie et de travail où il y a beaucoup à construire ensemble.



PARTIE 1

L'ENGAGEMENT AU

CENTRE DE LA SOCIÉTÉ

 Mille manières de façonner son parcours d'engagement

S'engager, c'est prendre part au monde. Nous observons que les formes d'**engagement** évoluent, sont diverses et que le monde politique se désintéresse des jeunes. A bien y regarder, les engagements sont plus ponctuels, multiples mais aussi plus radicaux, dans une volonté de changements à la racine. Nombre de ces engagements forment en fait un ensemble d'actes très concrets qui ont leur propre cohérence. S'engager peut prendre bien des formes, en particulier dans nos villages où une multitude d'actes invisibles permet de construire une société solidaire, à différentes échelles et de différentes façons. L'engagement s'apprend et se vit, naît d'un feu intérieur, d'une colère ou d'un enthousiasme, puis se nourrit de la pensée, de l'action et du débat.

Nous voulons impulser de la joie dans les luttes, parce que si la colère est à la source de mobilisations, c'est dans la joie des victoires et du collectif qu'elles se renforcent. La convivialité, la fête, le plaisir d'être ensemble, de construire nos idées et actions doivent pouvoir être des réalités quotidiennes, ancrées dans des **ruralités** où manger, travailler, festoyer ensemble est aussi une revendication sociétale. La beauté de la lutte quand elle aboutit nous guide dans l'envie de profiter du temps présent tout en construisant l'avenir.

 Militer par l'emploi et le bénévolat

Le travail et l'emploi sont une part importante de nos vies et du fonctionnement de notre société. Nous revendiquons une répartition juste de ce travail, et une organisation de celui-ci qui permette le **bien-être** des travailleurs et travailleuses. Leur autonomie dans les décisions les



concernant, leur juste rémunération et considération, ainsi que le droit de donner du sens à leur emploi et à son organisation collective sont pour nous fondamentaux. La valeur marchande du travail est aujourd'hui trop déconnectée de son utilité sociale. Une grande part du travail est invisible car non-monétisée. Il faut repenser la manière dont le travail structure la société. Nous voulons faire de nos lieux de travail des lieux où l'**engagement** est possible, sans exploitation et déconsidération. Nous souhaitons que le temps de travail salarié de chacun-e permette de faire le choix d'autres engagements.

L'équilibre entre vie professionnelle et personnelle doit permettre un **engagement** pour soi et pour les autres, notamment à travers le bénévolat. Ce temps d'engagement doit favoriser un épanouissement personnel et constituer une expérience de vie. Au MRJC, nous proposons un engagement de militance pour porter les convictions collectives et individuelles. La **militance** doit rester un espace de joie et ne doit pas devenir un obstacle.

Dans notre mouvement, nous travaillons à comprendre les phénomènes de burn-out **militant**, salarié comme bénévole, et de perte de sens de l'**engagement** face à la perte d'influence ou à l'isolement des militant-es. Il s'agit de conséquences à un contexte sociétal, qui freine l'engagement en le complexifiant et qui le décourage par l'enchaînement des défaites sociales. La technicité grandissante de l'administration des associations exige des compétences qui font glisser vers une professionnalisation du monde associatif. Elle compromet le sens de l'engagement bénévole et les convictions qui y sont portées. Nous affirmons que le bénévolat doit être une forme d'engagement choisie et que celle-ci ne peut être ni imposée, ni vue comme une contrepartie de quoi que ce soit. Le cadre proposé aux bénévoles doit garantir l'accès à tou-ttes, sans condition d'investissement. En ce sens, le bénévolat ne peut remplacer un travail salarié : il doit permettre le choix des missions, la formation et le droit à l'expérimentation.

ÊTRE UN MOUVEMENT

D'ÉDUCATION

POPULAIRE



L'éducation populaire dans une visée de transformation sociale

Nous sommes un mouvement d'éducation populaire.

Nous revendiquons une diversité d'espaces d'apprentissage complémentaires entre eux. Se réunir entre pairs pour passer à l'action autour de projets qui nous concernent permet de conscientiser les enjeux de la société, de se former, d'offrir une voix et un pouvoir d'agir à chacun-e. Nous souhaitons ainsi permettre l'accès à tou-ttes aux espaces de décision. Nous voulons un fonctionnement qui permette que chacun-e apporte au collectif et que le collectif apporte à chacun-e. L'éducation populaire nourrit les parcours personnels tout au long de la vie.

L'animation est ainsi pour nous un acte foncièrement politique. Elle doit donner sa place à chacun-e et permettre aux autres de faire ce qu'ils jugent pertinent pour elles-eux-mêmes. L'animation permet de prendre des responsabilités et de se sentir capable. Nous revendiquons des **pédagogies** où l'animateur-ice accompagne les jeunes, en poursuivant son **engagement** avec elles-eux.

Nous voulons des pédagogies qui permettent une prise de conscience personnelle, collective, sociale, politique et émancipatrice. Elles doivent permettre un apprentissage sur sa propre capacité d'agir des personnes, mais aussi des groupes. Nous constatons que certaines pédagogies ne prennent pas en compte les besoins et singularités de chacun-e. Elles servent un système de reproduction et de légitimation des inégalités sociales que nous refusons. En effet, c'est en ayant une éducation à la vie politique, à l'écoute active, au droit de questionner, que nos modes d'actions collectifs permettront de construire des horizons souhaitables.

Cœur de l'**Action Catholique**, notre pédagogie du **Voir, Juger, Agir** puise loin ses racines et se renouvelle sans cesse. Plus qu'un slogan, c'est une méthode qui permet de passer d'un mode d'organisation à un mode d'action en groupe. Nous observons le monde qui nous entoure. Nous analysons pour construire une opinion sur un fait. En fonction de ce dis-

cernement, nous agissons pour faire évoluer le monde. Nous portons une pédagogie qui mène une réflexion sur l'action à la fois avant, pendant et après celle-ci. La relecture est importante pour pouvoir percevoir ce que l'agir transforme en soi et le chemin qu'il nous a fait parcourir. Nous voulons célébrer notre action et partager des réussites. Prendre du recul sur nos actions permet d'amener le changement par la suite.



L'agir comme méthode plus que comme moyen

Nous sommes un mouvement d'action. L'action contribue à la réalisation de sa personne. Toutes les activités que nous proposons, entre pairs ou en collaboration, sont des actions concrètes pour lesquelles nous souhaitons des répercussions, qu'elles soient publiques ou intimes. Ce sont ces répercussions et cette volonté de changer le monde qui donnent du sens à nos actions.

L'action est un pouvoir, et la formation une clef d'action. Elles s'alimentent l'une l'autre. Il s'agit aussi de former à la responsabilité associative, **militante** et citoyenne, en pleine conscience du poids mais aussi de la fierté que cela apporte. Se réunir entre pairs pour partager nos vécus personnels et construire une vision commune est pour nous un moyen fort pour agir. Par ailleurs, nous reconnaissons l'importance de la transmission et nous nous nourrissons des apports des autres générations. Il faut des espaces en **non-mixité** pour créer de la mixité en société. La non-mixité permet d'évoluer dans un cadre sécurisant. Nous faisons le choix de la non-mixité d'âge entre 13 et 30 ans. La sphère politique fait peu de place aux jeunes, donc les mouvements de jeunes créent des espaces pour apprendre entre elle-eux et s'affirmer.

Dans une société qui presse et oppresse les jeunes à construire le chemin de vie le plus efficace possible, nous revendiquons le droit d'expérimenter. Le MRJC est une école de l'**engagement**, un espace de formation et d'expérimentation. Une place donnée à l'expérimentation n'est pas tant un droit à l'erreur qu'un droit légitime à l'essai, qui implique de pouvoir se donner les moyens concrets et suffisants d'agir, tout en se laissant rêver.



Diversifier les modes d'action pour enrichir l'engagement

Il est nécessaire qu'il existe une diversité de modes de lutte : chacun des modes doit pouvoir apporter ses propres avancés et questionner les autres. Nous souhaitons des modes d'actions qui soient en dialogue et permettent des alliances de contexte : mouvements de révolte non-violente, de construction d'alternatives concrètes, de convergence des

luttons, et de **désobéissance civile**. Nous souhaitons également garder notre rôle de lien et de valorisation de la complémentarité des modes d'actions. Nous avons un devoir d'écoute, de veille et de mise en relation de modes d'actions plus éloignés des nôtres. Nous revendiquons notre place de **corps intermédiaire** comme espace de lutte. Elle doit à la fois être reconnue et revalorisée.



AGIR POUR ATTEINDRE L'ÉMANCIPATION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE



S'engager pour développer sa capacité d'agir

Nous pensons que le collectif, le mouvement ou l'association peuvent être des cadres d'**engagement** concret, dans lesquels les personnes vivent un parcours unique et non linéaire d'engagement. Nous sommes une pépinière de projets et de personnalités engagées dans le monde, sur leurs territoires mais aussi dans leur vie.

Les modes de penser et d'agir au quotidien alimentent les luttes diverses : par cet aspect formateur, que ce soit dans la vie personnelle ou professionnelle, nous appliquons cette visée de transformation **sociale** de l'engagement. S'engager n'est pas toujours une évidence, d'autant plus quand on est jeune, souvent en milieu **rural**, éloigné·e des espaces de décision, que notre parole a pu être dévalorisée, niée ou méprisée.

Nous croyons dans la force de la rencontre et de l'échange avec d'autres jeunes et moins jeunes, dans la concrétisation d'un parcours d'engagement, dans la transformation d'un sentiment de révolte en capacité d'agir. Si on n'a "pas l'occasion", pas les outils, les réseaux, les connaissances, ni la confiance d'autrui dans sa propre capacité à faire changer les choses, on peut longtemps passer à côté de moments d'engagement. Ces moments sont pourtant souvent fondateurs à l'échelle de la vie d'une personne, d'un groupe et de la société toute entière.

Vivre libre en société

La société est faite de cadres et de normes sociales dont nous devons prendre conscience pour nous émanciper, évoluer et être libres de penser et d'agir par nous-même. L'esprit critique est la base de l'**émancipation** vis-à-vis des institutions et des prêt-à-penser que la société capitaliste produit en grande quantité. Il s'agit d'être libres de vivre dignement, d'être qui l'on souhaite, d'aimer qui l'on veut, d'exercer une profession, de pratiquer un culte, d'accéder à ses droits fondamentaux, sans entraver

ceux des autres groupes sociaux.

La liberté n'est pas qu'une affaire de loi et de droit mais doit se ressentir factuellement par la suppression des **rappports de domination** afin d'avoir une vie digne dans une société juste. La **liberté individuelle** ne se conçoit pas sans les **libertés collectives** et inversement : elle est toujours relative à l'environnement de la personne. Elle est possible dans les lieux d'échange qui mettent en place le respect des diversités et des individualités, où chaque personne peut s'exprimer et où le désaccord est permis. Cela permet une invitation à l'écoute et à la construction de projets communs.

Nous souhaitons que chaque jeune choisisse ce dont il-elle a besoin spirituellement pour avancer, dans le respect de la **laïcité**. Elle est avant tout la liberté de croire, ainsi que la possibilité de débat et de dialogue autour de la foi, en regroupant chrétien·nes et non chrétien·nes. Nous dénonçons les détournements qui sont fait de la laïcité. La **spiritualité** et la foi sont des **engagements** personnels qui permettent à certain·es d'avoir des clés de lecture sur le monde.



L'émancipation collective pour transformer la société

Nous voulons une société qui permette l'**émancipation** collective. Nous avons besoin de rêves pour inventer les futurs désirables. Une culture individuelle de l'**engagement** est aujourd'hui véhiculée et fragilise la mobilisation collective. Ensemble, on va plus loin, on se légitime et on se soutient dans les actions. Les espaces entre pairs donnent cette force : si on était seul, on ne ferait sûrement pas autant, pas aussi bien, pas aussi fort. C'est à travers le collectif, par sa relation aux autres, que la personne se construit. Le lien se crée entre des personnes pour former un groupe diversifié et uni. C'est ensemble que nous construisons notre projet en partageant nos connaissances et en créant nos propres systèmes d'organisation. Espace d'expérimentation sociale, c'est ainsi que nous conscientisons nos valeurs et que nous souhaitons transformer ce qui nous entoure.

L'**émancipation** de la personne et celle des collectifs vont de pair. Nous visons donc à faire fonctionner le collectif avec toutes les entités qui le composent et avec des responsabilités différentes propres à chacun·e. L'émancipation passe par des vécus collectifs, l'apprentissage et l'accès à des prises de responsabilité. Elle est la clé de la **transformation sociale**.

GLOSSAIRE

Le glossaire vise à clarifier certains termes utilisés par le MRJC dans son projet politique, qu'il nous semble important de compléter par rapport à leur utilisation dans le texte. Ils sont expliqués ici avec les mots du MRJC, et ainsi peuvent différer de la définition d'un dictionnaire. C'est un outil de discussion et de débat.

ACTION CATHOLIQUE

Ensemble de mouvements d'Éducation Populaire et d'Église qui proposent l'action dans la société comme manière de vivre sa foi, en s'ancrant dans le catholicisme social. Le "voir, juger, agir" est une méthode emblématique de ces mouvements.

AGRICULTURE PAYSANNE

Modèle agricole qui permet à tout·e paysan·ne de vivre décemment de son métier en produisant sur des exploitations à taille humaine une alimentation saine et de qualité, dans le respect du vivant et sans remettre en cause les ressources naturelles de demain. Cette agriculture participe à rendre le milieu rural vivant. Opposée au modèle agricole industriel, l'agriculture paysanne est menée comme un projet politique mondial.

AGROÉCOLOGIE

Alternative à une agriculture intensive visant à promouvoir les systèmes alimentaires viables et respectueux des personnes et de leur environnement.

ALLIÉ·E

Littéralement, être allié·e signifie apporter son appui à autrui. Dans les combats pour un monde plus digne et égalitaire, un·e allié·e est une personne qui ne subit pas une oppression mais qui va s'associer aux personnes qui en sont victimes pour combattre ensemble un système dominant oppressant et inégalitaire. L'allié·e soutient sans prendre la place.

BIEN-ÊTRE

Le bien-être se définit par une sensation agréable procurée par la satisfaction des besoins physiques et psychologiques. Les critères du bien-être de l'un·e sont différents de ceux d'un·e autre, et c'est leur capacité à y accéder qui compte.

BIEN-VIVRE

Le bien-vivre renvoie à une vision plus globale d'une vie ancrée dans un espace qui permet à chacun·e de vivre dignement en respectant un équilibre social et environnemental supportable pour la société.

CORPS INTERMÉDIAIRES

Groupes sociaux (association, syndicat) indépendants et organisés pour créer un lien entre les institutions et les personnes qu'ils représentent. Ils constituent un contre-pouvoir pour représenter l'intérêt général sur des sujets particuliers.

DÉCROISSANCE

La décroissance part du principe que le niveau de production ne peut pas augmenter à l'infini dans un monde fini. Elle s'oppose au modèle de société tourné vers l'unique but de la croissance économique.

DÉSObÉISSANCE CIVILE

Action qui sert à exprimer une opinion de manière forte et visible. Action légalement, pénalement répréhensible mais souhaitable et revendiquée pour le « bien » de la société.

DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL

C'est promouvoir toute personne et toute la personne, prenant en compte la croissance matérielle, relationnelle et spirituelle de la personne humaine.

DIGNITÉ HUMAINE

Valeur associant respect (physique, psychologique et intégrité morale), solidarité et soutien à chacun·e. La dignité vise à voir l'autre en s'affranchissant de tout rapport de domination.

ÉCOLOGIE

Horizon pour prendre soin du monde, des autres et de soi. Au-delà d'un aspect environnemental, notre vision

s'intéresse à l'ensemble des êtres vivants et milieux ainsi qu'aux interactions qu'ils ont entre eux dans un objectif d'équilibre mutuel.

ÉDUCATION POPULAIRE

Ensemble de valeurs et méthodes d'éducation entre pairs ouvert à tou-t-es pour permettre l'émancipation individuelle et collective dans une visée de transformation sociale.

ÉGLISE

C'est l'ensemble des personnes et des mouvements qui se considèrent chré-tien-nes et qui cheminent ensemble en se questionnant spirituellement. L'Eglise fait également référence à l'institution gestionnaire de la religion catholique.

ÉGALITÉ

Répartition de la même chose (droits, libertés, ressources...) pour tou-t-es et absence de toute discrimination entre les personnes.

ÉMANCIPATION

Processus de conscientisation des normes sociales de détermination en vue d'avoir une capacité de penser et d'agir en ayant conscience du cadre dans lequel on évolue. Elle peut être individuelle (affirmation de soi) et collective (évoluer ensemble pour créer une finalité meilleure).

ENGAGEMENT

Contrat moral par lequel une personne participe activement à la vie sociale, politique, religieuse ou intellectuelle, en accord avec ses valeurs et sa vision du monde pour donner un sens à son existence.

ÉQUITÉ

Répartition de la même chose (droits, libertés, ressources...) en fonction des besoins et ressources de chacun-e.

EXILÉ-E

Personne contrainte de quitter son territoire pour des raisons indépen-dantes de sa volonté (contexte géo-politique, environnemental...).

FOI

Croyance personnelle qui permet l'in-trospection, la relecture et l'épanouis-sement de la personne.

HUMANISME

Philosophie qui place la dignité de la personne humaine comme valeur pri-mordiale.

INTERSECTIONNALITÉ

Croisement de plusieurs luttes contre des rapports de domination pour dé-noncer les mêmes mécanismes mis en jeu à partir de constructions so-ciales différentes (genrées, raciales, âgistes...).

LAÏCITÉ

Principe qui repose sur l'affirmation de la liberté de conscience et reli-gieuse, la neutralité de l'État en ma-tière religieuse et la séparation des Églises et de l'État. En France, la loi 1905 définit ces piliers, trop souvent détournés pour reléguer les religions à la sphère privée.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE

C'est faire un choix par rapport à soi-même et à son corps. La liberté indi-viduelle ne doit pas exister au détri-ment du collectif.

LIBERTÉ COLLECTIVE

Cadre dans lequel peuvent s'exprimer les libertés individuelles afin que cha-cun-e puisse être libre et égal-e pour pouvoir proposer ses opinions et sa vision pour le monde. C'est pouvoir se retrouver et construire ensemble (manifestation, association...).

MIGRATION

Déplacement de population d'un pays ou d'un territoire d'émigration pour des raisons politiques, économiques, climatiques ou culturelles.

MILITANTISME (MILITANT-E/MILITER)

Participation active en vue de revendiquer et lutter pour une cause définie. Au MRJC, nous proposons de militer, nous considérons les jeunes comme des militant-es parce que nous avons une cause commune qui nous rassemble. Par les activités dans le mouvement, nous portons ce projet.

MOUVEMENT SPÉCIALISÉ

Terme hérité de l'Action Catholique, les mouvements spécialisés sont ceux qui orientent leur action vers un public particulier. Dans notre cas, vers les jeunes ruraux-les.

NON-MIXITÉ

Choix de faire groupe avec des personnes qui ont une ou plusieurs caractéristiques communes étant sources d'oppressions, pour permettre des espaces de libre expression et d'organisation.

OPPRESSIONS STRUCTURELLES

Système à vocation immuable régi par des règles tacites, des lois ou des éléments culturels qui permettent d'asseoir la domination d'un groupe sur un autre. Les oppressions subies ne sont pas dues à des personnes uniquement mais à leur inscription dans un système de lien plus large.

PÉDAGOGIE

Ensemble de méthodes et postures pour enseigner, éduquer et transmettre un savoir, un savoir-être ou un savoir-faire.

RAPPORTS DE DOMINATION

Relation entre deux personnes ou groupes sociaux qui ne sont pas à égalité, qui dure dans le temps, qui a lieu dans un environnement donné, où il y a une relation de pouvoir régie par des normes sociales en lien avec des enjeux de société. Une personne peut être à l'intersection de plusieurs rapports de domination (ce que l'on désigne par intersectionnalité).

RELECTURE (RELIRE)

Avoir un autre regard (extérieur, éloigné dans le temps) sur une action passée, sur une situation ou une posture, pour voir l'impact sur soi, les autres et le monde.

RURALITÉ (RURAL)

Mode de vie et d'être au monde, caractérisé par le fait de vivre sur une zone géographique de faible densité de population. Elle représente un écosystème mêlant des réalités de vie complexes avec des perspectives de réflexion et d'invention infinies pour que le territoire soit toujours vivant.

SOIN

Attitude consistant à maintenir, pépétuer et réparer ce qui nous entoure, les autres et soi-même, avec sollicitude et bienveillance. Cela renvoie à la notion de care. Ce sont généralement les femmes, par injonction de la société, qui endossent cette attitude, participant à la charge mentale.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Droit des peuples à définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires et à disposer d'une alimentation suffisante, saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables.

SPIRITUALITÉ

Cheminement intérieur et personnel de l'ordre d'une recherche, d'une quête de sens. Elle dépasse les traditions religieuses et peut être indépendante de tout dogme.

SYNODALITÉ (SYNODALE)

Démarche de « cheminer ensemble » en reconnaissant l'égale dignité de tou·tes, baptisé·es ou non, et l'inclusion de tou·tes.

SYSTÈMES DE DÉTERMINATION

Système dans lequel une personne est prédestinée à faire certains choix du fait de sa place dans la société (genre, classe sociale, couleur de peau...).

SYSTÈME CAPITALISTE

Système économique basé sur l'accumulation et le profit, engendrant des rapports de domination et qui tend vers un accaparement des richesses par un petit nombre, créant des inégalités de fait.

TERRITOIRE

Espace géographique partageant des enjeux et éléments d'identité, sociaux, culturels et économiques communs.

TRANSFORMATION SOCIALE

Dynamique visant à faire évoluer les comportements individuels et collectifs, et les structures existantes dans la société pour aller vers un monde plus digne.

VIVRE-ENSEMBLE

Valeur qui implique la recherche d'une harmonie collective, s'appuyant sur la diversité des personnes, via le développement de relations bienveillantes, inclusives et affranchies de système de domination.

« VOIR, JUGER, AGIR »

Pédagogie issue de l'Action Catholique qui ancre l'action dans une compréhension et une analyse de la situation dans laquelle elle s'inscrit.







**MOUVEMENT RURAL
DE JEUNESSE
CHRÉTIENNE**

📍 2, rue de la Paix
93500 PANTIN

☎ 01.48.10.38.30

👉 www.mrjc.org

✉ mrjc@mrjc.org

📘 MRJC Jeunes Ruraux

🐦 @MRJC_com

📷 [mrjcjeunesruraux](https://www.instagram.com/mrjcjeunesruraux)